

LE COMBAT SYNDICALISTE

- BIMESTRIEL ANARCHOSYNDICALISTE DE LA CNT-AIT DE MIDI-PYRENEES - La LETTRE DU CDES -

ISSN 1240-0009 CPPAP 72171



Barcelone, 15 juillet, manifestation de solidarité avec les salariés de Mercadona

DOSSIER : L'ANARCHOSYNDICALISME AUJOURD'HUI

IL N'Y A PAS DE PETITE LUTTE /// UNE ECOLE A ABATTRE /// AFFAIRE DE MINDIN : PREMIER ROUND, ABANDON TECHNIQUE SUR DECISION DE L'ARBITRE /// LES ELECTIONS ARRIVENT ... LES COUPS BAS AUSSI (AC !) /// "ETONNEZ MOI BENOIT" /// "MES AMIS LES ANARCHISTES,..." /// A PROPOS DE L'IMMIGRATION CHOISIE /// MILITANTS DE LA MEMOIRE SELECTIVE /// ISRAEL : SOLIDARITE AVEC LAYLA (ANARCHISTES CONTRE LE MUR) ! /// RETOUR SUR LES AMAP /// A.D.N. & O.G.M. : UNE MEME LOGIQUE D'OPPRESSION /// ESPAGNE : SUPERMARCHES MERCADONA : 7EME MOIS DE LUTTE

N° 97 - Octobre - Novembre 2006 - 2 euros

ANARCHOSYNDICALISME !

Les soubresauts sociaux qui agitent le monde, l'assèchement progressif du marécage de la contestation sociale traditionnelle, la réapparition récente dans ce pays de courants de lutte radicaux, mouvements, parfois antiautoritaires, les interrogations du mouvement libertaire hexagonal et spécialement de notre propre organisation ; tout ceci nous conduit aujourd'hui à synthétiser ici quelques-unes de nos réflexions, et à présenter, aux pages 10 à 15, la conception de l'anarchosyndicalisme qui nous anime, élaborée à partir de textes écrits par des militants cénéstistes d'ici et d'ailleurs, discutés et publiés au fil des ans par l'Union régionale Midi-Pyrénées de la CNT/AIT. Ces textes ont été regroupés par thème, en réponse aux principales questions qui font actuellement débat dans le mouvement.

Mais rappelons d'abord nos évidences.

En premier lieu, nous affirmons que nous vivons dans un monde de classe où une minorité organisée exploite et asservit l'immense majorité de l'humanité. Qu'on le nomme capitalisme, société marchande ou domination, ce système assure sa pérennité par la coercition (armée, police, justice, prison, psychiatrie), la dépendance (contrôle de l'énergie et des échanges de biens, salariat, privatisation des systèmes de production) et le conditionnement (médias, lois, culture de consommation, religions, nationalismes). Ici, l'organisation de la domination repose sur la "démocratie" mais n'a d'autre objectif que de garantir l'ordre social. En fonction des besoins de ce système qui ne vise que le profit, à tout moment cette "démocratie" peut glisser vers la dictature ou même y basculer carrément.

En second lieu, sans mythe du grand soir, sans nihilisme aucun, nous affirmons que ce système de domination ne se réforme pas, qu'il s'abat. La rupture totale et définitive est la condition indispensable pour pouvoir bâtir un monde nouveau. La révolution n'est pas un bel espoir révolu, c'est un nouveau, intense et inévitable moment d'histoire à venir. Sans romantisme ni concession aux modes, fussent-elles celles du rouge-et-noir, nous affirmons que l'anarchie n'est ni le chaos, ni l'utopie et que le communisme libertaire est la voie vers une vie sans profit ni domination. Nous sommes clairement révolutionnaires.

Enfin, en tant qu'anarchosyndicalistes, nous oeuvrons avec la classe des exploités au renversement de ce vieux monde et à l'émergence d'un monde nouveau où l'organisation matérielle et sociale des individus se fera sur la base de la liberté, du partage et de la solidarité. Nous sommes contre l'État, les partis, les églises et toutes les organisations autoritaires et hiérarchiques. Nous sommes avec tous les exploités en lutte (au travail, à l'école, dans la rue) contre les méfaits liberticides et mortifères de cette société. Nous sommes pour l'organisation autonome des luttes sans parti ni délégué syndical, en assemblée générale, et la pratique de l'action directe (action collective, sans intermédiaire).

Pour nous, l'anarchosyndicalisme, c'est la mise en pratique de ces idées. A la base de chacun de nos actes militants, il y a le refus absolu de toute délégation de pouvoir, de toute représentation déléguée ou désignée, de tout compromis.

Pour nous, l'anarchosyndicalisme, c'est la solidarité entre exploités pour combattre le pouvoir et s'en débarrasser une fois pour toutes. Notre futur, c'est le communisme libertaire. Notre présent, c'est l'auto-organisation et l'autogestion dans les luttes comme dans la vie, sans délégué, sans leader et sans pouvoir. C'est pourquoi, nous appelons à la solidarité. Solidarité entre les salariés en lutte dans les entreprises, entre les chômeurs et les salariés, entre les fichés et les sans-papiers, entre les légaux et les clandestins, entre tous les exploités. Etudiants, salariés, précaires, chômeurs, résistants au travail, exclus de tout, unissons nos luttes !

La Lettre du C.D.E.S

bulletin du réseau
Le Combat Syndicaliste

Bimestriel de l'union régionale
Midi-Pyrénées de la CNT-AIT

Abonnement un an

Tarif normal :
10 euros

Abonnement de soutien :
20 euros ou plus

Libellez vos chèques à l'ordre de :

CDES, CCP 3 087 21 H
Toulouse

Pour tout contact avec le journal :

CDES, CNT- AIT
7, rue St-Rémésy
31000 Toulouse

Tél_Fax : 05 61 52 86 48

Les articles en ligne

Sur le site de la CNT-AIT de Toulouse

<http://cnt-ait-toulouse.fr>

et sur celui de Paris-Nord :

<http://cnt-ait.info>

Secrétariat régional

CNT-AIT, B.P. 158
82001 Montauban cedex

Autres adresses

secrétariat de l'AIT
AIT, NSF boks 1977, Vika, N-0121
OSLO, Norvège.

CNT, [http : www.cnt-ait-fr.org](http://www.cnt-ait-fr.org)

UR Aquitaine : CNT-AIT, BP 8176, 64181 Bayonne

Cdx. UR Méditerranée : CNT-AIT, Vieille Bourse du

Travail, 13 rue de l'Académie, 13001 Marseille. UR

Normandie : CNT, BP 2010, 14019 Caen Cdx. UR

Paris-Nord : CNT, BP 352, 75526 Paris Cdx 11.

Rhône-Alpes : CNT, BP 223, 38405 St Martin
d'Hères Cdx.

La Lettre du C.D.E.S

est rédigé, réalisé et imprimé à titre militant
par des adhérents de la CNT-AIT, chômeurs
ou salariés, après leur journée de travail.
Nous tenons à remercier tous ceux qui nous
envoient des infos, articles, coupures de
presse, dessins ... qui nous permettent d'en-
richir la rédaction.

Il n'y a pas de petite lutte



En juin dernier une jeune femme a pris contact avec notre syndicat pour se plaindre de harcèlement moral de la part de son employeur. "Etrangère extra communautaire" (d'où une interdiction de travailler plus de vingt heures par semaine), elle était donc obligée de travailler partie déclarée, partie au noir, et pouvait, de ce fait, difficilement porter plainte contre son employeur, craignant une éventuelle reconduite à la frontière pour situation irrégulière. Notons ici que son patron dénigrait régulièrement la qualité de son travail, la payait mal, ne lui accordait pas de congés payés (depuis 3 ans !!!) et tentait d'établir un rapport affectif malsain en lui suggérant que c'était grâce à lui qu'elle avait du travail et pouvait s'en sortir... Quand elle vint nous voir, son patron, devant sa résistance, venait de lui intimier l'ordre de "ne plus remettre les pieds dans son restaurant". Nous lui avons d'abord conseillé, malgré l'ordre de son de patron, de se représenter à son travail pour ne pas tomber sous l'accusation "d'abandon de poste", mais pas toute seule. Elle s'est donc représentée le lendemain matin accompagnée par l'un de ses amis ainsi que d'un membre de la CNT-AIT.

Rentrée seule dans le restaurant, elle a commencé à se faire bousculer et insulter. Elle est alors sortie pour rejoindre les personnes qui l'accompagnaient et qui ont demandé poliment mais fermement au patron de changer d'attitude. Il a alors répété qu'il la licenciait mais que la procédure se ferait "dans les formes". Il devait au moins 800 euros d'arriérés mais n'était prêt à en céder que 250. On voit tout de suite la conception "des formes" de ce gargonier !

Nous avons alors décidé d'établir un petit rapport de force consistant en des tractages réguliers et massif devant le restaurant afin d'en dénoncer les conditions de travail.

Cependant, dans l'après midi, le patron la rappelle pour lui proposer une entrevue à 6 heures du soir, et se dit prêt à la reprendre, et à "tout oublier". La jeune femme, quant à elle, bien décidée à ne plus travailler dans ce restaurant, ne désirait qu'en partir et obtenir son dû.

Nous décidons donc de l'accompagner à une dizaine de personnes (ses copains, ainsi que des membres de la CNT-AIT et des JL) afin de mettre fin aux menaces et aux intimidations tout en montrant qu'elle avait des amis déterminés. A 6 heures, la salariée est entrée dans le restaurant accompagnée des deux personnes présente le matin, pendant que le reste des soutiens attendait sur le trottoir d'en

face. Le patron a dans un premier temps refusé de rencontrer la salariée si elle était accompagnée, prétextant que la discussion ne concernait qu'elle et lui. Elle refusa de le rencontrer seule car elle craignait pour sa sécurité. La discussion montant en intensité, le patron a voulu expulser de force les deux personnes accompagnant la salariée. Alors, celles qui attendaient de l'autre côté de la rue sont intervenues, ordonnant au patron de cesser ces menaces. Miraculeusement, la conversation prit alors un ton normal. Finalement, trois personnes sont restées pour en observer le déroulement de la discussion. Pendant que la salariée demandait 1 000 euros, le patron restait sur sa position et ses 250 euros. A noter ici que durant l'entretien, il a essayé de faire vibrer la corde affective, en avançant qu'il l'avait sorti de situations difficiles, qu'il la considérait comme sa fille, etc. Bien que la conversation ait eu tendance à s'éterniser, aucun accord ne fut trouvé. La salarié, pas encore licencié, a quitté le restaurant et s'est mis en arrêt maladie, afin de ne pas être licenciée pour abandon de poste, ce qui pouvait lui faire perdre des droits.

Prévoyant un harcèlement téléphonique par le patron pour la faire craquer, les compagnons lui ont conseillé de refuser tout contact avec ce dernier pendant deux ou trois jours. Au bout de 3 jours, elle a daigné répondre au téléphone (il avait essayé de l'appeler de nombreuses fois depuis leur dernière rencontre. Elle a alors immédiatement répété qu'elle n'avait pas changé ses revendications. Lui, a déclaré qu'il était prêt à la licencier et à lui accorder tout ce qu'elle demandait plus 300 euros et une lettre de recommandation. Il demandait juste un peu de temps pour réunir la somme. Elle exigea un acompte immédiat afin de ne pas se laisser endormir par ces belles promesses. Une semaine plus tard, elle avait gagné, son dû et une lettre de recommandation lui furent remis.

Voilà. C'est un tout petit événement, une toute petite histoire. Mais une petite histoire qui montre que la lutte et l'action directe gagnent, même si c'est modestement.

Trop souvent, en particulier dans les "petites et moyennes entreprises", les travailleurs confrontés à la rapacité patronale croient "qu'on peut rien faire" ou, ne voyant comme recours que la "justice" portent tout de suite leur affaire sur ce plan (avec tous les aléas et le temps perdu que cela suppose). Or, se faire accompagner par quelques copains, faire au cas la publicité qui s'impose, mettre éventuellement à jour les magouilles du patron (fraîcheur des produits, tranderies comptables ou autres...) sont des armes à disposition de tous les salariés. L'important est de créer un rapport de force, et, dans le cas de petites entreprises, de petits moyens peuvent suffire. Exprimer dans les actes de la solidarité, imposer le respect dû aux travailleurs, obtenir la reconnaissance de ses droits par la lutte, ce sont des choses qui comptent, qui peuvent faire boule de neige et qui nous renforcent donc tous.

C'est la victoire des petits pots de terre contre le pot de fer, sans chef ni dirigeant, par une lutte autonome. Encore félicitations à cette jeune femme qui a su se mobiliser face à l'oppression.

Des membres de la CNT-AIT de Toulouse

Une école à abattre



Bien qu'on nous rebatte les oreilles avec le discours sur la fameuse "égalité des chances", l'école fait toujours du tri sélectif. Les fils d'ouvriers seront-ouvriers ou employés subalternes, les fils de cadres deviendront cadres, etc., etc.

DES OBJECTIFS INAVOUÉS, DES DISCOURS SAVANMENT ORCHESTRÉS

Malgré les lyrisme des divers syndicats enseignants qui fondent leur légitimité morale sur ce discours, les résultats sont à l'évidence toujours les mêmes. La seule revendication qu'ils avancent, celle de "toujours plus de moyens" ne peut pas, à elle seule, contrecarrer l'objectif essentiel de l'institution scolaire, bien souvent inavoué, mais toujours présent : effectuer le tri social en fonction des besoins de l'économie capitaliste (même si ce tri est souvent en retard sur les desiderata des patrons). L'économie est toujours la machine motrice, l'école le wagonnet qui suit ses besoins. Wagonnet dans lequel on doit apprendre tout un panel de connaissances mais surtout apprendre d'abord à accepter "l'échec" ou "la réussite" c'est-à-dire la hiérarchisation précoce des individus, apprendre à accepter l'idée que l'on sera dorénavant évalué de façon quasi-permanente et ce dès l'école maternelle ! C'est accepter que ces évaluations ne concernent pas uniquement les connaissances mais aussi et surtout les comportements, les attitudes des élèves.

Aujourd'hui, plus que jamais, l'école applique des pratiques ultra-autoritaires, ultra-sélectives, ultra-normatives. Les discours des différentes

structures syndicales et politiques présentent cette institution comme un lieu où "l'égalité des chances" est toujours possible, si "l'on s'en donne les moyens". "On", c'est l'élève. Comme s'il y pouvait quelque chose, comme si la machine à sélectionner et à écraser lui laissait un choix réel. Ces discours ne tiennent pas la route (il suffit d'observer ce qui se passe sur le terrain scolaire pour s'en rendre compte) mais ils contribuent à faciliter l'application sans faille des textes qui ont foisonné ces temps derniers (par exemple, l'invention d'une "note de vie scolaire" permettant de cliquer encore plus les élèves). Bref, derrière les beaux discours, c'est tolérance zéro, sélection 100 %

L'INTÉGRATION DES HANDICAPÉS, UN EXEMPLE PARMIDI'AUTRES

L'intégration graduelle et programmée de tous les enfants handicapés dans le système scolaire "normal" est présenté, une fois encore, comme une bataille pour l'égalité. Certes, ce n'est pas nous qui défendrons la mise à l'écart des handicapés. Mais, ici aussi, derrière le discours lénifiant, ce qui se cache, ce sont essentiellement des mesures financières. Loin d'être mus par un bel élan de solidarité, les pouvoirs publics le sont surtout par les économies qu'ils peuvent réaliser en fermant les institutions spécialisées qui, avec des personnels très compétents coûtent beaucoup plus cher qu'un simple instituteur, qui a déjà 25 à 30 élèves auxquels on ajoute maintenant un ou deux enfants handicapés, tout cela avec des mesures d'accompagnement ridicules, quand elles ne sont pas carrément absentes. Le discours sur "ces enfants qui sont comme les autres" est négateur de la différence, des spécificités individuelles. Tant pis si l'enfant se retrouve en souffrance physique ou morale. L'hypothèse n'a même pas été envisagée ! Au lieu de le soutenir comme il le faudrait, faute de temps spécifique, l'enseignant doit se contenter de ... le noter. Au mieux il pourra s'appuyer pendant quelques heures sur la présence d'un AVS (auxi-

liaire de vie scolaire). Quant aux conséquences du handicap sur les capacités d'apprentissage elles passent à la trappe[1].

QUE FAIRE ?

Alors, que faire dans ce contexte déplorable, dans lequel les écoles sont classées par l'administration selon de critères aussi barbares que ridicule de "école en zone violence" et "école non en zone violence" -alors que les écoles ghettoisées dans leur quartier ne sont que le reflet de choix politico-économiques faits en haut lieu, alors que les principaux syndicats "dénoncent" médiatiquement mais appliquent scrupuleusement des pratiques négationnistes de l'enfance.

Que reste-t-il aux enseignants de bonne volonté comme moyen d'action ? Que reste-t-il à ceux qui ne veulent pas courber l'échine ? Il reste de nombreuses pistes à explorer individuellement et collectivement. Et à titre d'exemples : refuser l'inspectionnotation des enseignants (car nous nous moquons des promotions individuelles), ne pas appliquer les textes de normalisation, de répression, de contrôle social, refuser les évaluations étatiques, ne pas pratiquer la hiérarchisation des élèves dans les classes, défendre l'individualité de chaque élève (handicapé ou pas) face à la machine à laminier, dialoguer avec les parents, les collègues, avec tous ceux qui désirent agir directement sur le terrain, sans intermédiaire, s'associer et pourquoi pas, se syndiquer dans une structure, la CNT-AIT, qui s'inscrit dans l'action directe et la résistance à l'oppression.

Pour une école anti-autoritaire et anti-sélective.

Des enseignants en lutte.

[1] Un exemple parmi mille autres : des handicaps sensoriels ou moteurs peuvent entraîner des distorsions dans la perception de l'espace et, de ce fait, ils ont des répercussions sur l'apprentissage de la géométrie. Là où il avait autrefois un psychopédagogue pour l'aider à franchir cette difficulté, l'enfant handicapé se contentera maintenant d'un AVS, généralement une mère de famille du voisinage, qui n'a absolument aucune compétence dans ces domaines.

Affaire de Mindin : Premier round

Abandon technique sur décision de l'arbitre .

L'affaire de Mindin, c'est le combat d'une copine courageuse, seule face à l'institution qui l'emploie : un établissement pour personnes handicapées mentales, dépendant du Conseil général de la Loire Atlantique. Nous en avons parlé dans notre précédent numéro ("*Quelques petits dysfonctionnements sans importance*")

Cette copine, agent des soins pour qui le mot éthique n'est pas réservé aux professeurs dans les conférences spécialisées et climatisées, a été témoin de maltraitances et de dysfonctionnement parfois graves sur son lieu de travail. Elle a fait ce que toute personne humaine aurait fait dans la même situation : elle a voulu parler de ce qu'elle avait vu. Malheur lui en a pris : tout le monde, institution, tutelle politique, associations, syndicats, ... lui est tombé dessus. Il est des choses qu'on ne dit pas... Comme le dit le loup à l'agneau dans la fable de Lafontaine : qui es tu pour venir troubler mon onde si pure ?

D'ondes, il en était précisément question au tribunal de Nantes ce 19 juin. En effet, Philippe Coutant, militant libertaire de longue date et animateur de la radio AlterNantes avait invité Chantal pour qu'elle fasse part de son témoignage sur les onde de cette radio libre. La maison de Mindin a saisi cette occasion pour traîner en justice et Chantal et Philippe sous le motif de diffamation.

L'enjeu pour l'institution était important : depuis le temps que Chantal avait commencé son combat, sa parole a beaucoup diffusé. Cela commence à gratter l'institution là où ca fait mal. Le petit grain de sable devait être brisé avant de devenir caillou.

Le procès avait été prévu initialement au 11 mai, mais la veille on annonça son report au 29 juin, du fait de la production par l'accusation d'une pièce exceptionnelle, une "arme secrète", un rapport de la DDASS (Direction départementale des affaires sanitaires et sociales) qui devait définitivement clouer le bec à

Chantal et l'exposer toute entière au pilori d'infamie. On allait voir ce qu'on allait voir ... Effectivement, on n'a pas été déçus ! Le fameux dossier de l'accusation a été épluché par des copains de la CNT AIT du secteur de la santé (comme quoi le travail en réseau intercorporatif, ça sert ...). Sous le vernis administratif et la langue de bois convenue, ils ont mis en évidence de grosses pépites non contre la copine mais bien contre l'institution elle même : violence, alcoolisations sur le lieu de travail, gestion de la pharmacie illégale, ...

Le jour du procès donc, une centaine de personnes étaient présentes en soutien à Chantal et Philippe. Des copines et des copains des syndicats CNT-AIT de Nîmes et Montauban, ou encore d'Angers et de La Rochelle avaient fait le déplacement en solidarité.

L'avocat de Chantal fit une plaidoirie impressionnante sur la base de l'analyse du dossier de la DDASS, selon le principe que la meilleure défense reste encore l'attaque. L'avocat de Philippe quant à lui avait choisi une autre tactique : ayant découvert un vice de procédure, il attaqua aussi mais sur la forme. Cela illustre bien le professionnalisme qui règne dans la gestion des affaires à Mindin : ils ne sont pas capables de respecter une procédure, même quant elle concerne leur propre affaire judiciaire ... Tout le monde quitta le tribunal avec le coeur serré par le stress en attendant le délibéré, mais avec un certain optimisme quand même.

Le 13 juillet, la justice, dans le droit fil de Salomon, décida de ne pas décider sur le fond en relevant le vice de procédure. Ce qui revient à ren-

voyer ainsi les deux parties dos à dos.

C'est un point positif dans le sens où Mindin ne peut pas dire que l'émission était diffamante. Néanmoins, cela permet de ne pas donner une valeur aux révélations contenues dans le rapport de la DDASS qui venaient appuyer, bien contre l'intention manifeste de ses producteurs, le témoignage de Chantal.

Quoiqu'il en soit, ce procès n'était que le premier round, puisque la seconde manche se déroulera prochainement à Rennes, le 16 novembre, le patron ayant décidé de faire appel de la décision du tribunal de Nantes. Un rassemblement de solidarité est d'ores et déjà prévu devant le tribunal (pour plus d'info, contacter le syndicat CNT-AIT de Rennes ou surveiller le site internet <http://cnt-ait.info>). Par ailleurs, un autre round aura lieu (à une date encore indéterminée) devant le Tribunal administratif, avec cette fois une contre-attaque de Chantal qui porte plainte contre l'employeur. Il y a fort à parier que le patron n'ayant pas apprécié de se voir débouter la première fois et ne voulant pas perdre le procès au TA, mettra les bouchées doubles pour essayer de faire taire notre compagne.

Cette affaire est trop grave pour que nous l'achions prise. C'est pour quoi la solidarité qui s'est exprimée envers Chantal (des messages sont parvenus de toute la France et y compris de l'étranger via les sections de l'AIT) doit se poursuivre et s'intensifier. Il reste par ailleurs à payer les frais d'avocat du premier procès et ceux à venir du second. Chantal remercie tous ceux qui l'ont déjà aidé sur tous les plans. Vous pouvez continuer à lui faire parvenir des messages de soutien mais aussi de la solidarité financière en nous écrivant pour transmission.

LES ELECTIONS ARRIVENT ... LES COUPS BAS AUSSI

Nous avons déjà évoqué dans un précédent numéro (Le combat syndicaliste, n°94) la scission qu'a subit AC ! (Agir contre le chômage). Cette scission oppose un réseau de collectifs réellement existants -qui font du travail de terrain et produisent des analyses à partir de leur expérience- à une poignée d'individus bien cheillés aux médias et aux pouvoirs publics. L'évolution du réseau AC ! vers des positions de plus en plus anti-électorales n'est pas pour plaire à tout le monde, et en particulier à tous les politiciens de gauche et d'extrême-gauche qui ont pour règle de ne pas laisser les mouvements sociaux se développer en dehors de leur contrôle et qui, dans cette scission ont rapidement choisi leur camp. Nous reproduisons ci après deux communiqués du réseau AC !, car les faits qui y sont relatés illustrent clairement comment les politiciens mettent en œuvre toutes les manœuvres possibles pour tenter d'étouffer la contestation.

AC ! FLIQUÉ

Ce mercredi 19 juillet, comme tous les autres, AC ! Paris tient sa permanence au 23, bis rue Mathis (75019). Comme toutes les semaines, des précaires tentent de résoudre ensemble leurs problèmes : radiations de l'ANPE, coupures EDF, trop-perçus ASSEDIC, conflits du travail, galères de logement. ... A partir de la permanence, c'est toute l'activité d'AC ! qui s'organise... C'est à cette permanence qu'a choisi de s'attaquer le propriétaire du local la SIEMP, société HLM qui appartient à la Ville de Paris.... Hier ce sont donc un commissaire et un huissier qui se sont invités à la permanence : ils ont alors tenté de contrôler les identités de toutes les personnes présentes, les précaires d'AC ! et ceux venus à la permanence... Depuis deux ans, rue Mathis, des précaires se battent sans subvention. La solidarité y est une réalité vivante, dans un local

ou tout est financé par les gens qui y luttent au quotidien. Des chômeurs, des travailleurs précaires avec ou sans-papiers y organisent leur lutte : cette lutte passe souvent par des confrontations avec les institutions de la Ville de Paris, sur la gestion du RMI, des contrats précaires ou des hébergements d'urgence. En envoyant la police intimider des précaires dans le cadre de notre permanence, en tentant de mettre fin à nos activités d'auto-défense des pauvres et des précaires par la violence d'une expulsion et avec le concours du Ministère de l'Intérieur, quel est l'objectif de la SIEMP et de la Ville ? [1]

AC ! PIRATÉ

Dans la nuit du 22 au 23 août 2006, le site d'AC ! a été piraté par des individus qui ont entrepris un grand travail de censure : élimination de coordonnées de collectifs, suppression

de tous les articles qui critiquent les politiques antisociales de la gauche là où elle a le pouvoir (notamment ceux relatifs à l'expulsion du local national d'AC ! par la Mairie de Paris), les informations et conseils sur la politique du RMI et les contrats précaires de la gauche plurielle, les textes sur les promesses non tenues du Conseil Régional d'Ile de France sur les transports gratuits... De même, la liste de débats a été épurée des "trubions" qui, victimes de politiques de l'emploi menées depuis vingt ans au moins dans une totale continuité par l'ensemble des gouvernements et autorités locales les dénoncent sans distinction. Aujourd'hui, nous dérangeons non pas à cause d'une idéologie, mais parce que notre manière de faire, c'est de ne pas changer de discours selon la couleur politique de celui qui prend des mesures anti-sociales. Nous dérangeons et c'est tant mieux, nous sommes là pour ça, parce que nous voulons rester un outil de défense et de combat de tous les précaires, en toute indépendance. Nous tenons bon. Après un travail de plusieurs jours, l'intégralité du site est à nouveau en ligne. Vous y trouverez des conseils juridiques et pratiques sur vos droits, l'actualité des luttes de précaires, toutes nos campagnes en cours, et bien sûr l'intégralité des archives de notre mouvement ! Retenez bien cette nouvelle adresse : <http://www.ac-reseau.org> Nous avons également créé un nouveau forum quel vous pouvez activement participer dès maintenant : forum@ac-reseau.org. A bientôt dans les luttes et sur le net !... AC !

[1] Dans un communiqué jésuitique la "Mairie de Paris", après avoir déclaré qu'elle apportait "à différents mouvements de chômeurs" une aide régulière en particulier par le prêt de locaux, reconnaît explicitement qu'elle est bien au courant de la scission. Elle écrit en effet qu'agissant en leur propre nom, "les signataires du bail... ont résilié le bail fin mars 2006. A la suite de cette scission des militants sont restés dans le local et ont pris désormais le nom "les amis d'AC ! Réseau". Au lieu de répondre à la demande des locataires légitimes de rester dans les lieux la Mairie de Paris a pris en pratique fait et cause pour la poignée de scissionnistes et a engagé "une procédure à l'encontre des occupants qui n'ont pas de bail". Pour finir, la Ville de Paris après avoir rappelé ses bonnes intentions envers les associations de chômeurs "dont AC ! qui joue un rôle important" indique qu'elle va "essayer de trouver une solution avant l'aboutissement de la procédure juridique". Affaire à suivre dont, mais remarquons que rien n'obligeait le Maire de Paris à lancer la moindre procédure et qu'il avait toute latitude pour refaire signer le bail d'AC ! par les occupants légitimes, une fois partis les chefs autoprocla-

Notre journal ne vit que de ses abonnements et de ses ventes.
Abonnez-vous
Pensez à vous réabonner.

“ETONNEZ MOI BENOÏT”

C'était le titre fameux d'une chanson que Françoise Hardy susurrail à nos Coreilles d'adolescents dans les années 60 (au siècle dernier, voilà déjà bien longtemps). Le Benoît VXième du nom nous parle d'autres nostalgies, bien moins langoureuses hélas.

L'ami Ratzinger (car c'est bien de lui qu'il s'agit) a brillamment commencé sa carrière aux Hitlerjugend (Jeunesses hitlériennes) avant de devenir celui qu'on appelle en Allemagne le Panzerkardinal (c'est-à-dire le cardinal-char d'assaut ou le cardinal-blindé) voire le pit-bull de dieu. Son élection (par ses pairs) à la tête de l'église catholique n'a rien de fortuit : choisir un ultraconservateur comme dirigeant du holding international JC père et fils ne pouvait que signifier clairement la

volonté de mettre en œuvre une politique relativement agressive vis-à-vis de la concurrence. Si les diverses déclarations papales, sur l'avortement ou l'homosexualité n'ont en soi rien de surprenant car elles s'inscrivent dans le droit fil de la tendance réactionnaire de l'institution, la mise en accusation de l'Islam, par contre - présenté comme une religion fondamentalement violente dans laquelle "la foi n'est pas tempérée par la raison" - a quelque chose de nettement stupéfiant, de carrément éhonté, étant donné le très lourd passé de l'église catholique dans le domaine de la violence et du massacre organisé.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler à notre pontife (vraisemblablement frappé d'amnésie partielle, le port de la tiare n'y serait pas étranger) le rôle éminemment angélique de la sainte inquisition. Fondée en 1183, active jusqu'en 1776, cette police religieuse va torturer épouvantablement, massacrer et brûler des dizaines de milliers de gens, rebelles et hérétiques

en tous genres, guérisseuses et sorcières de campagne, savants émérites, paysans ou citadins qu'un voisin mal intentionné jurait avoir surpris en pleine conversation avec un chat noir. Les bourreaux de cette tristement célèbre institution officiaient très certainement habités par une "foi tempérée par la raison". C'est sans doute la même tempérance qui conduisit les croisés à "libérer" Jérusalem en 1099, tuant au passage des dizaines de milliers "d'infidèles" (les chevaux pataugeant jusqu'au poitrail dans le sang versé) ; c'est elle aussi, cette fameuse "foi raisonnable", qui inspira Simon de Montfort lors de la croisade contre les albigeois et qui l'amena à passer en 1209 tous les habitants de Béziers au fil de l'épée ("Tuez-les tous, dieu reconnaîtra les siens" aurait-il répondu à un de ces acolytes qui s'inquiétait

d'occire par inadvertance de bons catholiques probablement mêlés aux cohortes hérétiques). Au cours des siècles, Saint-Barthélemy, hécatombes diverses et carnages vont se succéder. La découverte des Amériques, la lente colonisation de l'Afrique et d'une partie de l'Asie vont bientôt mettre des populations entières au contact de cette "foi raisonnable" : innombrables seront ceux qui payeront de leur vie cette diquide rencontre avec la Croix.

L'histoire de l'expansion du christianisme se confond avec la mainmise de l'Europe sur la planète. Etroitement associée aux pouvoirs occidentaux, qu'elle légitime depuis

15 siècles, l'Église a très largement cautionné les croisades sanglantes et les colonisations meurtrières : partout le sabre et le goupillon ont fait couler des fleuves de sang. Partenaire officielle des puissants de ce monde, complice des plus sanguinaires tyrans modernes (Franco, Hitler, Mussolini, Salazar) elle partage avec eux crimes et bénéfices ; elle a édifié son royaume sans tempérance ni raison mais avec beaucoup de mauvaise foi.

Les propos du Pape ont soulevé un tollé général dans les pays musulmans, depuis Benoît est revenu sur ses allégations, offrant ses regrets et autres consolations (ciel, ma langue a fourché, etc.).

Mais cette affaire n'est pas aussi anodine, aussi non-événementielle qu'elle pourrait paraître. Elle s'inscrit dans une campagne médiatique diffuse qui vise quand même à jeter le discrédit sur une partie importante de la population mondiale : ici, ce sont des jeunes que l'on qualifie de sauvages, là-bas c'est un président qui se présente comme le chef des croisés, ailleurs une caricature du prophète déguisé en terroriste connaît une large diffusion. En apportant sa petite contribution personnelle et pontificale, le pape participe à l'élaboration caricaturale d'un islam intrinsèquement violent et fondamentalement hostile. Pour autant, il serait évidemment absurde de faire de l'islam une sorte de bouddhisme pacifique et angélique. Le coran, comme tous les livres sacrés, se prête à toutes les exégèses, à toutes les interprétations, les plus sages comme les plus folles. Les fondamentalistes sunnites ou chiites qui se haïssent comme ont pu le faire protestants et catholiques dans le passé (ou encore fort récemment en Irlande) ont édifié les uns (en Arabie Saoudite ou en Afghanistan des talibans) comme les autres (en Iran) des sociétés extrêmement répressives, entièrement dominées par le clergé



qui prétend y régenter la vie de tout un chacun (et surtout chacune). On sait la condition qui y est faite aux femmes. L'histoire lointaine ou récente de l'Islam, n'est évidemment, n'est pas exempte de dérives violentes, loin s'en faut ; mais si l'on devait mesurer à l'aune du nombre des victimes le degré de violence des religions, c'est sans conteste les religions chrétiennes qui se placeraient largement en tête : elles ont disposé en tout temps et en tout lieu de gros moyens opérationnels.

A l'heure du reflux du nationalisme, à l'époque du mondialisme triomphant, il faut bien trouver un camouflage idéologique quelconque pour justifier les guerres, masquer les appétits infiniment terrestres et matériels de nos bons maîtres sous des habits spirituels plus présentables. La religion aujourd'hui volontiers transnationale offre bien des avantages à nos fins stratèges, la mode est au conflit civilisationnel sur fond de religion. A défaut de galvaniser les foules derrière l'étendard du Christ-roi (aujourd'hui les GI's se battent surtout pour la solde), on peut au moins chauffer à blanc les masses occidentales (en voie de déchristianisation) en leur brochant un tableau particulièrement démoniaque de l'Ennemi. La croisade des temps modernes diffère de celle de jadis en ce qu'elle se veut plus radicalement anti-musulmane que réellement pro-chrétienne (le manque de ferveur, sans doute). Le croisé moderne, finement relooké, joint désormais à ses attributs traditionnels (le sabre et le goupillon) une bibliothèque portative dans laquelle figurent à côté de la Bible les "principes sacrés de la démocratie".

La guerre idéologique ou psychologique accompagne toujours les opérations militaires, à la fois sur le terrain en milieu hostile, mais aussi et surtout elle cible les opinions publiques censées apporter un soutien sans faille aux glorieux combattants. Calomnie diverses, propos difamatoires et provocateurs, caricatures grossières et stigmatisations mensongères constituent l'arsenal

classique et conforme à la tradition de ce type de manœuvre qui visent à convaincre le bon peuple de la fourberie, de la cruauté, bref de la non-humanité de l'adversaire : la preuve de son altérité totale, de sa complète étrangeté au monde des hommes une fois bien établie son élimination ne peut être que justifiée et bénie.

Etymologiquement, le mot "religion" viendrait du latin "religare" : action de lier, d'unir -sans doute l'homme au divin. Si effectivement les religions unissent bien les hommes aux dieux, elles ont par contre pour effet notoire de diviser les hommes entre eux, d'apporter partout

où elles germent et cherchent à croître la discorde, la haine et le malheur. Il est navrant de constater que nos princes en ce début de XXIème siècle recourent encore avec succès aux traditionnelles manipulations de leurs prédécesseurs pour maintenir une cohésion nationale ou transnationale, pour justifier l'ordre établi : il faut absolument alimenter la crainte de l'irruption de l'ennemi, nourrir la peur de l'envahisseur potentiel. On peut souhaiter qu'un jour se soit précisément ce manque de renouvellement stratégique qui les conduise à leur perte.

Garga

"Mes amis les anarchistes,..."



Marie Laffranque, lors de la commémoration de la Révolution Espagnole, Place Montséni, Toulouse, 2005.

"Mes amis les anarchistes", avait-elle coutume de nous dire, et puis, de sa petite voix toujours tranquille, elle nous lançait une remarque, une critique, souvent bien sentie. Et, chose incroyable, les copains pourtant toujours si vifs, lui répondaient sans s'emporter. C'est que, Marie, Marie Laffranque, réveillait toujours en chacun le meilleur de lui-même. Marie, c'était, pêle-mêle, une solidarité indéfectible envers tous les résistants à l'armée, un soutien constant aux "folles de la place de Mai" et à toutes ces femmes qui relèvent la tête sous les dictatures, une lecture lumineuse de la poésie espagnole, l'évocation sensible de Federico Garcia Lorca -dont elle fut une si éminente spécialiste-, une fraternité au quotidien avec les gitans et les victimes les plus modestes de cette société... Marie, c'était, malgré un cruel handicap, un engagement permanent, physique et moral : sa porte ouverte, l'objection à l'impôt, les grèves de la faim, les manifs, les témoignages devant les tribunaux, les enchaînements de protestation, une présence dans les "camps de nomades",... Marie toute entière était un bloc de résistance à l'infamie, avec cette foi inébranlable en l'homme, cette soif de vivre, cette intelligence délicate, cette ouverture de cœur et d'esprit. De ceux, nombreux, qui ont eu le bonheur de faire sa rencontre, pas un qui n'ait eu avec elle quelque histoire singulière, et, pour celui qui écrit ces lignes, ce fut un seul et même dialogue, amical et subtil, poursuivi pendant près de quarante ans, et qui se renouait spontanément, comme si nous étions quittés de la veille -alors que nous ne nous étions parfois pas vu de quelques années- ou revenaient sans cesse l'éthique de l'anarchisme, à travers ses hommes, ses femmes et ses idées. Marie, Marie Laffranque s'est éteinte après une longue vie, une vie si bien remplie. Marie, notre amie Marie.

Francesito

L'anarchosyndicalisme questionné

Rappeler "nos évidences", les grandes lignes de ce que nous pensons, ne suffit pas, et il faut aller plus dans le détail. Voici l'état de notre réflexion sur quelques unes des grandes questions qui agitent le milieu libertaire en ce moment

Voter, est-ce agir ?

Nous refusons toutes les élections, qu'elles soient politiques ou professionnelles. Car jamais un élu, de quelque bord qu'il soit, n'a à parler ni à décider à notre place. Face au pouvoir des canailles, nous appelons en toutes circonstances à l'abstention.

On nous dit que les élections seraient le moyen pour les opprimés de renverser la situation. Observons tout d'abord que les alternances gouvernementales n'ont rien produit de semblable. Abusivement présenté comme démocratique, le parlementarisme, produit de la délégation de pouvoir, favorise la démission au quotidien, déshabitude les individus de l'exercice du pouvoir politique et favorise les "spécialistes" de la politique et autres nantis. Défendre le parlementarisme, c'est accepter de se soumettre aux résultats des urnes, aux 82 % de suffrages qui ont hissé Chirac sur le pavois, c'est légitimer la politique anti-sociale qui en découle. C'est aussi attendre éternellement la "prochaine" élection pour espérer un changement, et, dans l'attente, continuer à se faire piétiner. C'est transformer la lutte sociale en champ clos de conflits entre fractions parlementaires qui, lorsqu'elles sont minoritaires se présentent comme "la" solution de rechange, avant de continuer toujours la même politique quand elles reprennent le pouvoir. Un mouvement de lutte qui chercherait à s'appuyer sur le parlementarisme ne peut que s'affaiblir et se diviser et oublierait la masse croissante d'exploités qui refuse le jeu électoral et s'abstient consciencieusement à chaque élection.

Si l'électoratisme divise, l'action directe construit au contraire le rapport de force puisque, par définition, elle est l'action collective et sans intermédiaire des opprimés en lutte. L'action directe est la base originelle du syndicalisme, celle qui lui a permis, un temps, de contrer les attaques du capital. Il est grand temps de renvoyer les bureaucrates, les permanents politiques et syndicaux, les "partenaires sociaux", les élus (politiques ou professionnels), les spécialistes du paritarisme (qui participent à la gestion anti-sociale des caisses et de l'administration) aux poubelles de l'histoire.

Nous refusons tous les partis politiques, toutes les chapelles, tous les États et toutes les cliques d'arrivistes et de possédants, qui, au nom de la démocratie, de dieu ou d'un drapeau vivent en parasites sur la misère matérielle et morale qu'ils nous imposent à coups de lois et de milices.

A bas l'État, le parlementarisme et les partis politiques !



La violence des masses est-elle contre-révolutionnaire ?

La violence révolutionnaire n'est autre chose que la quantité d'énergie nécessaire à produire une rupture historique. L'étude attentive de l'histoire montre que se sont les mouvements de réaction, et non l'action révolutionnaire, qui produisent la Terreur ou la guerre. Les événements les plus sanglants sont le produit du reflux révolutionnaire et non les causes de son insuccès.

Il est dans l'air du temps de prôner une sorte de "non-violence politiquement correcte", en imputant à l'utilisation de la violence les échecs des différentes luttes révolutionnaires. Et loin d'approfondir les leçons du passé, on s'enfonce de plus en plus dans des raccourcis faciles, imprégnés d'imagerie scolaire. Ces simplifications sont très utiles depuis deux cents ans à tous les réactionnaires qui utilisent la confusion entre la violence de masse et les épisodes de la Terreur.

Pour les anarchosyndicalistes, il est au contraire fondamental de repérer dans l'histoire ces moments de rupture (qu'ils se situent en 1789, 1917 ou 1936) pendant lesquels la population quitte son rôle passif pour passer à l'action^[1]. A l'inverse, les épisodes de réaction se caractérisent par le retrait de la scène historique des masses populaires, qui

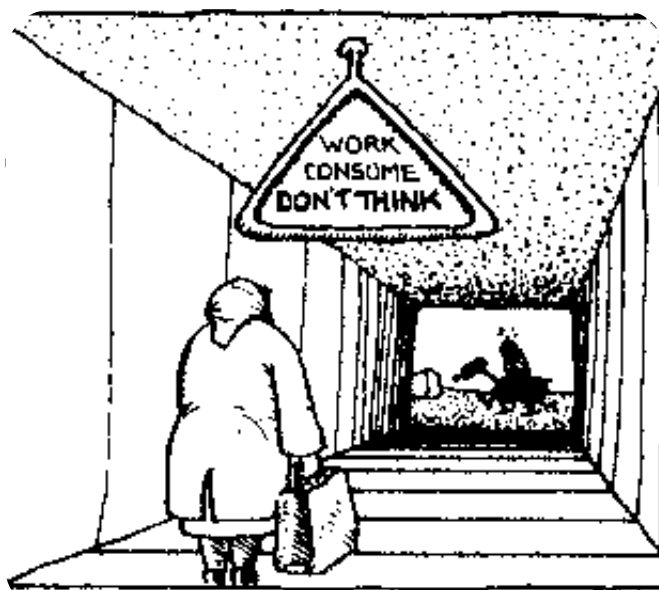
laissent ainsi la place à des fractions politiques. Ces dernières mettent un terme à toute destruction du pouvoir pour, au contraire le reconstruire, le défendre et finalement le conquérir. Le résultat est un mouvement centralisateur, étatique et militariste. Une lecture plus fine de l'histoire montre que se sont ces mouvements de réaction -et non l'action révolutionnaire-, qui produisent la Terreur comme la guerre. Les événements les plus sanglants sont le produit du reflux révolutionnaire (Exemple : la Bataille de l'Ebre, en 1938) et non les causes de son insuccès.

Le discours dominant nous habitue à un concept de violence aussi polyvalent que creux. Est dès lors réputée violente toute action qui ne rentre pas dans le moule de la protestation "citoyenne", du syndicalisme intégré ou des autres formes de contestation politiquement correctes. Globalement, le qualificatif "violent" est essentiellement une étiquette qui permet de stigmatiser l'adversaire. Par ce tour de passe-passe, il n'y a de violence que chez ceux qui contestent le système, tandis que les oppresseurs, qu'ils bombardent une cité, affament la moitié d'un continent ou torturent dans les commissariats et les camps, sont toujours les gardiens du droit et de la justice et finalement de véritables non-violents auxquels rien (si ce n'est une regrettable bavure de temps en temps) ne saurait être reprochée. Les révolutionnaires qui se prennent à singer cette rhétorique nous font assister à un étonnant spectacle et donnent l'impression de chercher à s'excuser de vouloir renverser l'ordre établi.

La révolution libertaire ne peut triompher que par la participation des masses. C'est cette participation, qui détermine le rapport de force. Plus celui-ci est élevé et plus la violence est limitée. C'est donc quand ce rapport de force est élevé (et non quand on est en état de "légitime défense" ou pire, "lorsque la violence est imposée par une provocation", comme on le lit parfois) que les masses peuvent détruire le pouvoir qui les exploite et les domine. Ceux qui prônent la non-violence à ce moment là (quand tout est possible et que la violence peut être très limitée) pour ensuite réfuter la non-violence en période de reflux (par exemple en légitimant alors seulement la "légitime défense"), prouvent simplement deux choses : qu'ils utilisent la non-violence comme concept tactique (et non comme un postulat philosophique qui mériterait d'être discuté autrement) et qu'ils l'utilisent mal. En effet ils sont à rebours de toute la dynamique révolutionnaire, car ils raisonnent en dehors des masses, comme si le mouvement anarchiste devait être coupé d'elles. Certains en arrivent à tant les mépriser (à force de confusion historique et légaliste) qu'ils peuvent tenir des propos, tels que "*Les pauvres par eux-mêmes ne peuvent que foutre le bordel*"^[2], qui constituent la négation même des capacités d'auto-organisation des masses. Ce qui revient à nier la base de la philosophie libertaire.

Cette façon de tourner en rond de pseudo-penseurs provient d'une incapacité à concevoir la société autrement que telle qu'elle existe à ce jour. La question doit donc être

posée autrement : Est-ce qu'une société viable, non impuissante, c'est-à-dire capable d'organiser les rapports inter-individuels, ne peut, pour fonctionner, que reproduire éternellement les mêmes rapports de domination ? C'est dans notre capacité à modifier radicalement les rapports que nous vivons actuellement, à penser d'autres formes de société, dans lesquelles le pouvoir appartiendrait à l'ensemble de la collectivité, et non à une classe, ne s'imposerait à personne en permettant à tous de s'impliquer, que réside la réponse. Cette capacité collective, l'humanité la possède, comme de nombreux faits le prouvent, que ce soit l'existence fort ancienne de sociétés sans État^[3] ou les pratiques contemporaines des collectivités et assemblées (soviets, conseils, collectivités de 1936..). Les anarchosyndicalistes doivent tout mettre en œuvre pour faciliter, dans les moments de rupture historique qui se produiront, ce basculement, sous peine de voir se reconstituer, une fois de plus, l'État. Car c'est effectivement l'incapacité à produire ce basculement, à abolir les divisions sociales qui, laissant le champ libre à la réaction, est la cause de la reproduction du pouvoir ; et pas, comme on voudrait nous le faire croire, la violence révolutionnaire des masses.



Le syndicalisme doit-il être non-idéologique ?

Tout discours sur les choix de société, que ce choix consiste en un maintien ou un changement, est idéologique. Seule l'idéologie permet de saisir et d'élaborer du sociétal. Tout groupe qui poursuit un but social ou politique est mû par une idéologie, qu'il s'en réclame ouvertement ou qu'elle soit implicite. Le syndicalisme n'échappe pas à la règle. Comme les autres forces sociales, il est à la fois production et producteur d'idéologie.

Quand le "syndicalisme" se prétend non-idéologique il est soit un simple conglomerat d'individus qui n'ont pas grand chose en commun (et qu'un débat un peu profond sur quelque problème sociétal d'envergure ferait exploser), soit un conglomerat de gens qui ont tellement intégré l'idéologie dominante qu'ils ne peuvent plus s'y soustraire et qu'ils se satisfont d'un profil revendicatif (éventuellement d'un "syndicalisme de combat") mais sans remettre en cause le principe même de l'exploitation (comme le font aux USA des syndicats hyper-activistes dans la forme mais hyper-réformistes dans le fond), soit, le plus souvent, une courroie de transmission. Dans ce dernier cas, le syndicat soit disant non-idéologique a subi en fait un travail d'anéantissement théorique de ses options de départ pour le compte d'une autre force (qui pratique dans le syndicat l'entrisme, le noyautage). Le refus affiché de l'idéologie et l'apolitisme sont alors la marque de cette prise en main de l'intérieur. L'expérience sur ce point est ancienne. En France, la "Charte d'Amiens" (1906) qui prétendait aux principes de neutralité, d'apolitisme, d'indépendance et de non-intrusion entre les sphères d'activité du syndicat (revendications salariales immédiates...) et celles des partis (auxquels reviendrait le choix de société et sa future gestion) a assuré successivement le triomphe des réformistes puis des marxistes-léninistes dans le mouvement social.

C'est contre cette conception que s'élève l'anarchosyndicalisme. Celui-ci reconnaît que la société actuelle est façonnée par trois grands types d'ordres : idéologique, politique, économique. La société dans laquelle nous vivons s'organise sur la base de l'exploitation d'une classe sociale et découle de la co-action dans le monde entier de ces trois ordres : économique (capitalisme, quelle qu'en soit la nature juridique), politique (étatisme, quel qu'en soit le régime), idéologique (domination, quelles qu'en soient les variantes), ce qui les rend consubstantiels au système social en vigueur. Ils se corroborent et se pérennisent dans leurs modes et rapports. Dès lors, ne viser à changer, pour des raisons tactiques, qu'un seul des trois ordres est une erreur, car les deux autres travaillent

à rétablir continuellement celui qui se trouve momentanément en situation de faiblesse. Choisir un seul angle d'attaque, c'est, on le comprend dès lors, s'engager dans l'impasse du parcellaire et du fragmentaire.

Les syndicats réformistes sont-ils un "mal nécessaire" ?

Nous rejetons le syndicalisme de collaboration de classe, qu'il soit porté par les vieilles centrales (CFDT, CGT, FO) ou par leur progéniture alternative (SUD, UNSA,...) Ce ne sont que les rouages d'un vaste système d'exploitation, de division et de domination. Parce qu'ils cogèrent notre domestication avec l'État et le patronat, ces syndicats réformistes sont aussi le pouvoir. Ils sont nos ennemis de classe. Nous n'avons rien à faire avec eux.

Par leur intégration dans l'État (à travers les commissions administratives paritaires, la participation à la gestion des organismes dits sociaux...) comme par leur collaboration au plus haut niveau avec le patronat (élections prud'homales,...), les uns et les autres ne sont que des rouages d'un vaste système d'exploitation, de division et de domination. Oubliant leur visée transformatrice initiale, les réformistes, pris dans la tactique électorale, oublient le fond car, pour eux, gagner des places dans les institutions est devenu l'essentiel. La tactique a fini par aboutir au tacticisme en détruisant toute la théorie révolutionnaire qu'il pouvait y avoir au

départ. Il n'y a plus ni finalité, ni sens, ni principe. Le tacticisme n'est pas la maladie infantile ou sénile du révolutionnaire. C'est sa transmutation. De facto, réformistes anciens et néo-réformistes défendent les institutions, tantôt discrètement, souvent ouvertement, parfois brutalement. Ils s'opposent à la résistance populaire autonome, contraire à leurs buts et intérêts. Ils sabordent toute lutte n'entrant pas dans leur conception étroite. Ils affaiblissent toute riposte efficace aux réactions violentes de la bourgeoisie. Par-là, ils font le jeu des totalitarismes. Ils péren-



nisent les instruments de la domination bourgeoise, consolident l'appareil étatique (qui sert à manipuler ou à réprimer les prolétaires, les opprimés). En échange, combien nombreux sont ceux qui peuvent obtenir de bonnes places, des privilèges, des revenus !

Les réformistes (sociaux-démocrates, verts, voire communistes) et les néo-réformistes (communistes, trotskistes, issus de divers courants d'extrême-gauche, voire de l'anarchisme) se querellent entre eux, mais, sur le fond, ils visent les mêmes choses. Depuis quelque temps, ils sont plus nombreux à se revendiquer "anarchistes", "libertaires", "municipalistes", "syndicalistes révolutionnaires"... ils tentent une manipulation théorique, historique, sémantique. Ces soi-disant "anarchistes" militent dans des syndicats réformistes (certains y sont même permanents) et préconisent la participation aux élections syndicales. Certains voudraient même nous faire croire qu'au niveau municipal ils pourraient créer des sortes de communes autogérées, libertaires ; prenant vraiment les libertaires pour des imbéciles. Les vrais anarchistes, les vrais

révolutionnaires, ne visent pas à conquérir les moyens de la domination mais à les détruire.

L'unité, avec qui ?

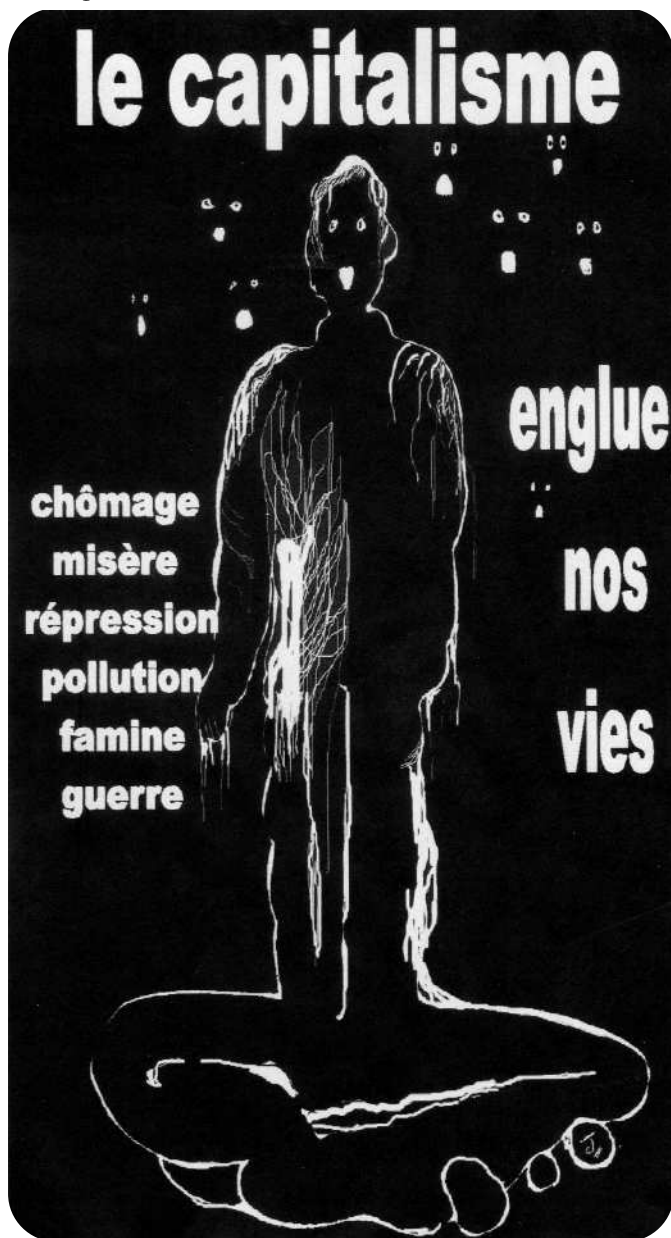
Nous avons déjà souligné la contradiction insoluble entre ceux qui poursuivent des problématiques électoralistes et ceux qui veulent pratiquer l'action directe. Leur cohabitation est impossible dans une lutte. Il n'y a rien à discuter. Nous récusons tous les partis politiques, des plus grands aux plus groupusculaires car, par définition, ils aspirent à prendre le pouvoir et donc à exploiter la population. C'est pourquoi, nous affirmons qu'il n'y a aucune possibilité, même ponctuelle, d'accord, d'alliance ou de signature avec eux.

A chaque lutte d'envergure, "la question de l'unité" se pose. On voit tantôt reflleurir les cartels d'organisations syndicales (derrière lesquelles pontent le nez les organisations politiques), tantôt les coordinations plus ou moins autoproclamées.

"L'unité syndicale", constitue souvent la 1^{ère} manœuvre de division : loin d'élargir l'action, elle est une étape classique de reprise en main et de contrôle des mouvements de lutte apparus à la base. Ainsi, lors des dernières luttes dans la fonction publique, la reprise en main a consisté pour une grande part à réunir tous les petits mouvements épars sous la houlette de l'encadrement syndical et politique traditionnel. C'est-à-dire à opérer la jonction des forces vives de la lutte avec les professionnels de l'inertie. Notre expérience de terrain nous amène à penser que le plus efficace, c'est de faire l'unité loin des appareils, dans les structures qui regroupent tous les individus (syndiqués ou pas) en accord avec les buts que poursuit la structure en question.

Comment de telles structures doivent-elles fonctionner ? Le mode de fonctionnement vertical (ou hiérarchique) est souvent présenté comme efficace sous prétexte que les débats démocratiques freineraient la prise de décisions. Or, une structuration verticale induit un appareil non-démocratique, des jeux de pouvoir, la quête de bonnes places au détriment des principes, et, finalement l'institutionnalisation. A l'inverse, le mode de fonctionnement horizontal est, à terme, réellement efficace car il implique tous les membres dans les décisions et favorise une connaissance collective des enjeux, empêche ou rend difficile l'instrumentalisation de la lutte à des fins personnelles.

Le fait que chaque membre soit à égalité de droit est réellement démocratique. L'horizontalité permet la mise en réseau des structures de résistance sans qu'aucune ne prive l'autre de ses prérogatives. Elle permet la coordination et l'action collective, favorise l'équilibre du singulier et du pluriel, harmonise l'intérêt particulier et général dans ce qu'il a d'indissociable. Ce choix du fédéralisme offre d'autres avantages en multipliant les centres de décision, il stimule l'empirisme par la multiplication des expé-



riences puis par la sélection des plus adéquates. Il fragilise également l'attaque de l'adversaire car il est plus difficile de soudoyer, corrompre, réprimer, contrôler, manipuler tout un mouvement que quelques personnes.

Nous appelons à la formation de comités de lutte partout où c'est possible, dans les entreprises comme dans tous les lieux de vie, communes, quartiers, lycées, facs,... Nous appelons au fonctionnement en assemblées générales autogérées, au rejet des intermédiaires syndicaux, au refus des délégués incontrôlables.

Nous appelons à la démocratie directe et à l'action directe. Les négociateurs syndicaux ont toujours négocié notre défaite à leur profit et à celui du patronat. Les jours de grève et les cortèges décidés par les syndicats ne servent qu'à nous faire retourner au travail sans rien avoir obtenu.

Décidons nous même des formes de lutte : gratuité dans les services publics, baisse des cadences, contre-information sur les boîtes, ouverture au public des lieux de travail, blocage de la production. Inventons, réinventons nos luttes.

Qui a besoin de la représentativité ?

Le pouvoir a besoin de la représentativité, parce qu'il a besoin d'interlocuteurs afin de contrôler l'action éventuelle des opprimés et de garantir à la classe dominante l'ordre social. La représentativité, c'est donc le problème du pouvoir, non celui des anarchosyndicalistes. Nous refusons tout autant la comédie médiatique et la contestation spectaculaire, qui vident nos révoltes de leur sens en les réduisant à des images ridicules de manifestation-kermesses et de clowns champêtres. Aussi, "nous ne parlons pas" aux journalistes comme aux autres valets du pouvoir.

La pratique de la représentativité, tout comme celle de la visibilité médiatique est largement utilisée par le capitalisme et l'État pour maintenir la domination de classe. Il ne s'agit pas là de simples "outils" dénués de contenu mais au contraire d'instruments idéologiques, porteurs en eux-mêmes d'aliénation. De là leur incompatibilité de fond avec l'ensemble de la pensée libertaire.

Le premier argument que nous opposent les défenseurs de la représentativité repose sur une critique de la délégation suivie de l'affirmation que la représentativité est valable si elle est obtenue par l'action. Or, pourquoi une représentativité obtenue par l'action (même directe) n'aurait-elle pas les mêmes résultats négatifs qu'une représentativité obtenue par toute autre voie ? Voilà ce à quoi la réponse qu'on nous fait se garde bien de répondre ! Car c'est pourtant là que se trouve le cœur du problème : c'est la représentativité qui crée la subordination, pas la façon dont on acquiert cette représentativité. Pour ne citer qu'un exemple, qu'on se rappelle l'histoire du "syndicat de combat" Solidarnosc, en Pologne dans les années 1980, et le

parcours de son leader le plus représentatif, Lech Walesa.

Un deuxième argument, plus tactique, est avancé : "on ne pourrait pas faire autrement, car sinon on n'aurait pas de droits". Puisqu'on parle de droit formel, il est toujours utile de rappeler qu'en dépit d'une rumeur savamment entretenue par tous les professionnels du syndicalisme, les salariés du privé ont à ce jour, section syndicale ou pas, des droits. En particulier un droit essentiel : celui de se mettre en grève sans représentativité, sans délégué du personnel, sans délégué syndical, sans élu à quelque comité que ce soit.

En pratique, la représentativité n'apporte aucun droit essentiel à l'ensemble des travailleurs. Elle apporte des avantages particuliers aux délégués (mais se tourne facilement contre eux s'ils ne comprennent pas assez vite que les avantages légaux qui leur sont octroyés le sont en échange de leur collaboration avec le patron !)



Que représentent les revendications immédiates ?

Participer à des luttes sur des revendications immédiates, c'est être solidaire, mais c'est aussi et surtout faire de la propagande, par les discussions avec des gens plus à l'écoute que d'habitude et par la mise en pratique de nos principes. C'est ce long travail de sappe qui permettra un jour d'abattre le capitalisme. Dire cela n'est pas mépriser les revendications immédiates ni ceux qui les portent, c'est seulement être lucide sur nos moyens d'action contre ce système.

Il est courant d'entendre que les revendications immédiates (celles qui visent à améliorer l'ordinaire, sans analyser le pourquoi des conditions d'existence ni remettre en cause le système) en jouant sur les effets et non les causes améliorent la situation des exploités. Certes, mais à y bien regarder, à terme, elles ne résolvent rien et empêchent la remise en cause du système. Mieux, elles le confortent en entretenant les illusions sur sa valeur.

Le débat sur les revendications immédiates dans lequel

beaucoup de libertaires s'enferment est redondant, récurant voire obsolète. L'histoire a tranché. L'anarchisme n'est pertinent que social, c'est ainsi qu'il a inscrit ses actes les plus marquants^[4] dans son combat avec et parmi les exploités, comme composante du mouvement ouvrier (CGT du début du siècle dernier, FORA argentine, CNT d'Espagne, tendance du Zapatisme, etc., etc.). Et cela, même si la tâche est ingrate, obscure, difficile, et parfois déroutante.

Participer à des luttes sur des revendications immédiates n'a donc rien à voir avec le fait de rédiger une plate-forme de revendications au nom de la CNT-AIT. On peut s'imaginer que rédiger une telle plate-forme nous rapprocherait des préoccupations de nos "frères" de classe, tout en les incitant à pousser un peu plus loin leurs revendications. L'expérience montre pourtant qu'à vouloir "coller" aux préoccupations immédiates, on en oublie souvent l'analyse politique et la lucidité sur les moyens d'abattre le système ; à moins que ce ne soit le contraire : ce sont peut-être ceux qui manquent d'analyse politique et de lucidité qui s'imaginent avancer en prenant à leur compte des revendications que peuvent porter les syndicats réformistes. C'est ce que fait par exemple SUD depuis pas mal de temps, et apparemment, ça ne convainc pas tellement plus de monde que nos idées soi-disant trop radicales et surtout, ça ne nous rapproche pas beaucoup de la révolution sans laquelle on ne changera pas de système.

Quel mode d'organisation construisons-nous ?

L'organisation historique de la CNT-AIT comportant des niveaux décisionnels supra-syndicats avec mandats et votes majoritaires (U.R., C.C.N, Congrès) a inévitablement généré, malgré toute la bonne volonté des militants, des lieux de pouvoir. Comme toutes les organisations syndicales et politiques issues des luttes et des idéologies de la fin du 19ème et du début du 20ème siècle (c'est-à-dire la quasi-totalité des organisations existant actuellement) l'organisation de la CNT-AIT a reproduit en filigrane un modèle pyramidal, le modèle dominant de la société.

Or, tout système d'organisation par niveaux successifs d'intégration hiérarchisés produit du pouvoir. L'usage du vote majoritaire, qui constitue à ce jour le moyen essentiel d'assurer la cohérence des organisations, n'est pas un instrument de conviction, mais le moyen de soumettre les minorités aux décisions des majorités. Pour nous, anarchosyndicalistes, ce constat appelle une redéfinition du mode d'organisation.

Fidèle aux principes du fédéralisme, le mode d'organisation confédéral que nous préconisons repose sur la constitution d'un réseau d'entités anarchosyndicalistes autonomes et souveraines. Ces structures seront les seules à détenir un pouvoir de décision dans l'organisation. Le mode de fonctionnement interne de ces anarchosyndicats leur appartient, il doit simplement être non autoritaire et

non hiérarchique et repose donc sur l'assemblée générale des militants, pour le reste ses membres prennent toutes les décisions utiles en fonction des bases de l'anarchosyndicalisme et de la réalité locale. Afin de faciliter l'échange d'information, la solidarité et l'entraide entre les anarchosyndicalistes d'une même région géographique, des unions régionales devraient être constituées. Leur objectif est de favoriser la coordination des activités entre les entités anarchosyndicalistes, et de mettre en commun des moyens d'action et de réflexion. Les Unions régionales ne doivent pas être des instances de décision mais des lieux de proposition et de débat. La Région est appelée à être une structuration pratique et ouverte des anarchosyndicalistes plus ou moins proches géographiquement. Toutes les autres formes de rencontres entre militants, de débats, et d'actions concertées de plusieurs entités (forum, camping, lutte sociale...) sont des éléments favorables au développement et à la cohérence de la confédération.

De façon à coordonner l'action et la réflexion des anarchosyndicats et à faciliter l'unité de la confédération dans la région France, des congrès sont organisés chaque année au niveau national. Ils réunissent l'ensemble des entités pour débattre des principes généraux constituant les bases politiques et pratiques de la confédération, et pour proposer des stratégies d'action à mener pour construire une autre société. Les Congrès ne sont pas des instances de décision mais des lieux de proposition et de débat. Ainsi constituée en un réseau de groupes anarchosyndicalistes souverains, autonomes, et fraternels, la confédération pratiquera un fédéralisme de libre adhésion sans contrainte par soumission à la loi du plus grand nombre (tel que le vote majoritaire), mais par contribution volontaire des groupes à l'action commune et concertée. En respectant les principes de l'autonomie et en pratiquant l'auto-organisation, la confédération doit être la résultante de l'activité réelle des groupes anarchosyndicalistes et de leur coopération fraternelle.

NOTES

[1] C'est ce que fait par exemple Kropotkine qui, dans son ouvrage "La Grande Révolution", s'attache à montrer l'importance de l'action directe des masses dans la dynamique des événements révolutionnaires.

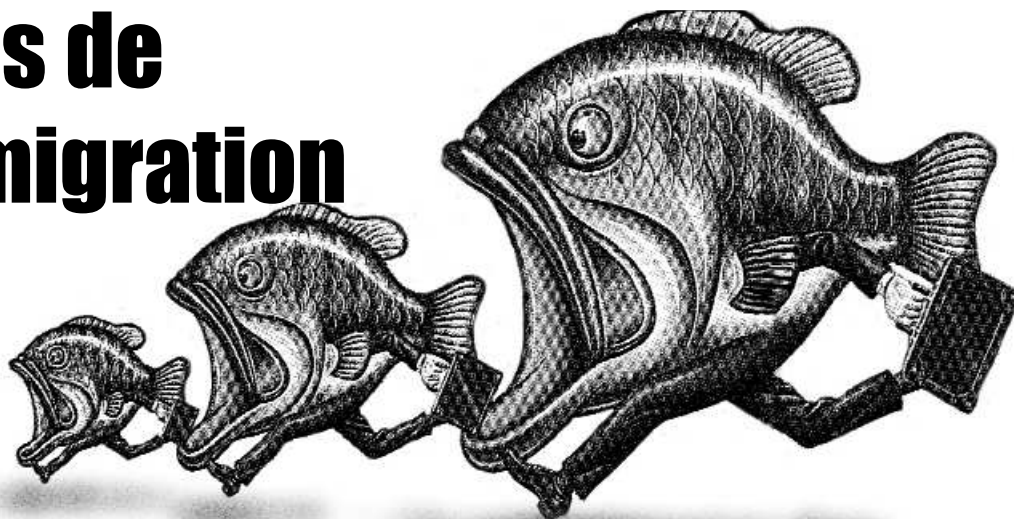
[2] Nous avons réellement trouvé cette phrase dans une publication "révolutionnaire". La révolte des banlieues a donné lieu, y compris dans certains milieux libertaires, à des propos aussi stupides et déplacés.

[3] De nombreux travaux ethnologiques, dont ceux de Pierre Castre, en attestent.

[4] Commune de Paris, Russie de 1917, Ukraine, Argentine des années 20, Espagne 1936, etc.



A propos de l'immigration choisie



Ce texte n'a pas de vocation explicative vis-à-vis de ce qu'est le projet de loi dit : "Pour une immigration choisie". Pour cela, vous aurez l'occasion d'en lire des tas (proposés par tous les partis de gauche, syndicats et autres organisations...). Non, l'objet de ce texte est bel et bien de fournir une analyse concernant l'utilisation de ce projet de loi à des fins politico-stratégiques, de manière à en tirer les conclusions qui s'imposent.

Tout le monde a suivi, de près ou de loin, le mouvement social achevé en avril 2006 : la médiatique "crise du CPE". Nous pouvons en extraire deux particularités notables : la première étant que ce mouvement était d'une ampleur rarement égalée et qu'il jouissait d'une popularité considérable. La deuxième caractéristique, propre à ce mouvement, est plus intéressante encore pour nous, il s'agit de son autonomie. En effet, dans la majorité des faits, les décisions étaient prises en Assemblée Générale et / ou Comités de lutte, empêchant ainsi toute prise de pouvoir hypothétique des grosses structures syndicales et des partis. Ces mêmes organes de décisions (AG, Comités de luttes), aux mains de tous les militants (syndiqués ou non), ont basé leurs tableaux revendicatifs autour de l'abrogation de la "loi d'égalité des chances" et du refus systématique de la précarisation et de la paupérisation préparées par le gouvernement. Ces éléments sont à prendre en compte comme étant

l'illustration d'un rejet des réformes anti-sociales de la droite au pouvoir et d'une prise de conscience de la gravité des problèmes structurels que connaît notre société, les symptômes étant la généralisation de la précarité. La jeunesse s'était soudain réappropriée la politique. Face à ce mouvement de masse que les professionnels du syndicalisme et de la politique (de gauche) ne pouvaient contrôler, différentes tactiques furent mises en place : renoncement au mot d'ordre de grève générale, négociations infructueuses, revendications dérivatives, manifestations épisodiques...

C'est justement ce dernier point qui m'intéresse. Le rejet par les acteurs du mouvement de tout ce qui symbolisait dirigisme, centralisme ou encore verticalisation du pouvoir, a été parfaitement perçu par les partis de gauche et les syndicats institutionnels, qui se sont sentis dépassés, submergés. Comment pourraient-ils laisser une jeunesse se perdre dans les affres de l'autogestion des luttes ? La réponse était toute trouvée. Il leur a fallu dégoter un ennemi commun, une menace capable de rassembler : Sarko. C'est ainsi qu'à la vue des prochaines échéances électorales, la politique migratoire de la droite (inacceptable, cela va de soi) va être utilisée dans l'unique but de ramener docilement, lycéens, étudiants, chômeurs et travailleurs (tous égarés !) sur le chemin des urnes pour y effectuer un vote utile... Ce "problème" qu'est "l'immigration choisie" sert de canal

de dérivation, au torrent tumultueux que symbolisait cette lutte contre la précarité en général. A la vision de ceci, on se dit qu'il est facile de faire monter la mayonnaise sur un point aisément résolvable, tandis que dans les quartiers populaires survivent des millions d'hommes et de femmes auxquels on n'apporte aucune solution, et qui sont autant d'électeurs qui s'en iront peut-être voter FN, ayant l'impression de ne pas être écoutés. Le mouvement actuel de mécontentement contre le projet de loi "Pour une immigration choisie" n'est que l'arbre qui cache la forêt, un trompe-l'œil qui focalise l'attention de tous sur un sujet choisi par des stratégies politiques.

Les flux migratoires posent une véritable interrogation. Celle-ci se situe sur le positionnement même de cette gauche tiraillée par les contradictions du système social qu'elle défend. Car cette gauche n'entend pas abolir le salariat, puisqu'elle a accompagné toutes les logiques de dégradation des conditions d'existence des salariés, notamment par la précarité. Nul doute que les premiers visés par cette précarité seront les immigrés, finie la vision paradisiaque de la "French way of life". La véritable interrogation n'est pas sur la particularité de tels ou tels groupes mais sur son appartenance de classes. Immigrés ou pas, exploités et opprimés ne pourront lutter contre leur domination que collectivement et par le désir d'un projet social égalitaire.

Rosa de Caen

MILITANTS DE LA MEMOIRE SELECTIVE

A l'occasion du 70ème anniversaire de la Révolution Espagnole, divers ouvrages ont paru ou ont été réédités au cours du printemps dernier. Le choix des éditions "No Pasaran" de publier sous le titre "Itinéraire d'un guérillero antifranquiste", la biographie^[1] d'un militant du Parti Communiste Espagnol (PCE)^[2] est franchement discutable.

*Mais où est donc
passée la révolution ?*

Felipe Matarranz Gonzales a participé aux combats contre les franquistes dans le nord-ouest de l'Espagne. Il est arrêté par les fascistes en décembre 1937, libéré en 1947 et rejoint finalement les guérilleros. De par son itinéraire, il n'assiste qu'au début de la révolution espagnole; et le livre n'y fait même pas allusion. C'est en soi un peu "limite" ; on peut de plus se demander si le fait de sortir un livre n'évoquant que la guerre dans cette période de commémoration de la Révolution Espagnole correspond à un hasard de calendrier ou à une volonté politique de l'éditeur.

Par ailleurs, il est question en quelques endroits de l'ouvrage des anarchistes. En ce qui les concerne, nous relevons quelques "imprécisions" dans l'annexe. On ne peut pas reprocher à l'autrice des notes de ne pas être une "spécialiste" du mouvement anarchiste espagnol (bien que la lecture d'un seul des ouvrages indiqué en bibliographie lui aurait permis d'éviter quelques erreurs...), d'autant que ce genre d'"erreurs" se retrouve fréquemment dans la littérature existante sur le sujet. Par contre de la part d'un éditeur militant et se présentant comme "libertaire", c'est un peu plus embêtant.

*Contre l'oubli,
mais lequel ?*

Evidemment, Felipe Matarranz Gonzales n'ayant pas été aux "bons" endroits aux bons moments, il n'a manifestement jamais été témoin de

la répression anti-anarchiste qu'il y eut du côté républicain. Il est donc normal qu'il n'y en ait pas trace dans ses écrits -cette répression n'étant que rapidement évoquée dans la préface. Il est donc aussi normal que l'autrice n'en parle pas. En revanche, elle fait profession de foi du "combat contre l'oubli" des exactions fascistes. Celles-ci sont effectivement bien réelles et il est de salubrité publique de toujours rappeler ce qu'est le fascisme, même si on ne peut s'empêcher de penser que ces informations sont déjà largement relayées dans la population aujourd'hui, contrairement à d'autres, par exemple celles qui concernent ce qu'a été et ce qu'a fait le PCE pendant cette période. Le dissimuler c'est lutter activement pour l'oubli, chose dont les différents Partis Communistes, si prompts à se fabriquer des martyrs [3], se sont fait une spécialité. A ce sujet, on peut conseiller l'excellent livre des "giménologues", sorti à la même période [4], qui, notamment, rappelle comment la guerre a pu servir d'arme d'extermination politique massive aux communistes.

Cette lutte active pour l'oubli trouve une parfaite illustration dans le véritable "coming-out" que l'autrice fait en glorifiant le "Pacte de l'oubli" de 1977 [5] : "Tout un peuple a pris part à ce mouvement de l'histoire : par un acte de citoyenneté exemplaire, les vaincus ont renoncé à leur droit à faire justice et à obtenir réparation [...] Ce peuple condamné une fois de plus au mutisme, a été le véritable bâtisseur de l'Espagne nouvelle, car son silence devant la loi d'amnistie, destinée à blanchir les bourreaux, et son obéissance rétroactive, ont permis de consolider durablement les institu-

tions démocratiques" (page 130). Est-ce bien là la position de "No Pasaran" ? Fallait-il vraiment engager un coût et un effort militant de distribution pour répandre des âneries pareilles ?

Qu'un tel livre soit édité par une institution publique "républicaine" quelconque, par un service de presse universitaire, voire par le PCF, ne serait guère surprenant. Mais que ce coût soit supporté par une édition militante (les groupes militants ont des moyens très faibles: si l'argent sert à ça, il ne sert pas à autre chose !), qui se veut "partie prenante de la lutte internationale contre le capitalisme et toutes les formes d'autorités" [6], voilà qui est troublant. Surtout que dans la préface, les éditeurs affirment éditer ce livre en tant que "militants libertaires". La confusion est à son comble. On se demande même si cette organisation ne retomberait pas dans les mauvais travers de "l'antifascisme" dont elle est issue.

*L'antifascisme
comme idéologie*

Au-delà du couplet laudateur sur le "citoyennisme exemplaire", ce qui frappe à la lecture de ce livre, c'est qu'il n'est nulle part question de politique. On peut certes mettre ceci sur le compte de la vie tumultueuse et difficile de Felipe Matarranz Gonzales. Néanmoins, en dehors du fait qu'il se soit retrouvé dans le "bon" camp, celui de la "gauche", on se dit qu'il suffirait de changer les dates et les lieux pour obtenir une simple histoire de guérilla, que ce soit au Vietnam ou en Afghanistan. Seul le code "technique" de la lutte est mis en avant, ce qui renforce l'impression qu'il n'existe que deux camps : le fascisme ou l'anti-fascisme. Or justement, et les révolutionnaires du monde entier l'ont une fois de plus cruellement appris en Espagne, les deux camps seraient plutôt : la révolu-

tion ou la contre-révolution. C'est justement en Espagne que l'antifascisme comme idéologie a pris son envol. Celle-ci consiste à faire de la lutte contre les forces factieuses l'unique priorité. Concrètement, et encore aujourd'hui, cela permet de faire rentrer les staliniens par la grande porte, et la contre-révolution à sa suite [7]. Pour finir, on peut remarquer que cette fameuse stratégie unitaire "antifasciste" n'a jamais été efficace, si tant est que son objectif soit réellement la "victoire sur le fascisme". Sur ce plan, il faut rappeler que la seule fois où le fascisme a été stoppé net, ce fut, justement en Espagne, lors de l'insurrection révolutionnaire du 19 juillet 36 et que les hommes et les femmes de la CNT-AIT qui constituèrent le fer de lance de cette insurrection étaient alors tout autant vigoureusement opposés à la Phalange qu'au Parti communiste !

PL

[1] Felipe Matarranz Gonzales - Itinéraire d'un guérillero antifranquiste, de Rita

Pinot, éditions No Pasaran, mai 2006.

[2] Faut-il rappeler que, particulièrement à cette époque, les PC sont les agences locales de la police stalinienne ? Une autre anecdote dans la vie de Felipe fait lever les sourcils. Il s'est rendu à Cuba dans les années 80 où, apprend-on (page 132), par le biais d'une cousine, le manuscrit de son premier livre a été publié et "vendu à 10 000 exemplaires en 15 jours". Devant un tel succès -et une telle générosité- "Raul et Fidel Castro le remercieront personnellement pour avoir fait don de ses droits d'auteur aux Troupes territoriales cubaines" (sortes de supplétifs de l'armée cubaine). Comment peut-on être une organisation aussi investie que No Pasaran dans la lutte anti-sécuritaire et faire preuve de tant de complaisance envers la dictature castriste ?

[3] Encart, "PCF, le parti des 75 000 fusillés", récit d'une légende qui a la vie dure, Les collections de l'Histoire, n°27.

[4] "Les fils de la nuit, souvenirs de la guerre d'Espagne (juillet 1936-février 1939)", Antoine Gimenez et les Giménologues, coédition L'Insomniaque & Les Giménologues, Montreuil-Marseille, 2006.

[5] L'autrice se permet de vitupérer les "extrémistes" qui ont refusé d'approuver

ce pacte de la honte. Parmi les rares organisations "extrémistes" en question, figure la CNT, section espagnole de l'AIT qui n'a jamais capitulé sur ce point comme sur les autres, mais aussi des organisations comme les GRAPO, spécialisées dans la lutte armée. Concernant les GRAPO en question, comment l'autrice peut-elle pousser l'outrecuidance jusqu'à porter un regard aussi péjoratif sur une organisation qui se revendiquait du communisme et de lutte armée anti-franquiste (et dont certains militants sont toujours en prison pour cela), alors qu'elle est en train de faire l'hagiographie d'un individu dont les seuls mérites sont d'avoir été communiste et acteur de la lutte armée anti-franquiste ?

[6] Texte de présentation du réseau "No Pasaran".

[7] Voir le classique "La lutte contre le fascisme commence par la lutte contre le bolchevisme", Otto Rhüle, Living Marxism, Vol. 4, n° 3-Septembre 1939, ainsi que la brochure "Contre l'antifascisme, contre l'Etat", disponible sur <http://infokiosques.net>.

[8] Abel Paz, Buenaventura Durruti, Les éditions de Paris, page 230.

[9] Préface de No Pasaran.

A propos de la victoire du Front Populaire en Espagne le 16 février 1936, on peut lire sous la plume de l'autrice : "La gauche est au pouvoir, les anarchistes participent au gouvernement" (p 19). Une telle méconnaissance de l'histoire espagnole est époustouflante dans un livre ... historique. En février 1936 et dans les mois suivants, non seulement les anarchistes ne participent pas au gouvernement, mais ils sont en butte à une répression féroce de la part des républicains -tout comme ils l'ont été dans les années précédentes de la part de la droite. Ce n'est qu'après le soulèvement de l'armée, le 18 juillet 1936, que des anarchistes, succombant peut-être à l'idéologie anti-fasciste ou plus plausiblement pensant que, par ce terrible gage qu'ils donnaient, les "démocraties" leur vendraient les armes qui leur manquaient cruellement pour se battre contre l'armée, acceptèrent de rentrer au gouvernement catalan. Le bilan que le mouvement anarchiste -déjà très partagé au moment des faits - a tiré de cet événement est extrêmement critique et a conduit à valider la ligne antérieure de refus de toute collaboration avec l'État et ses structures. Par ailleurs, l' "amnistie générale de tous les prisonniers" dont il est question dans le livre n'a jamais eu lieu : non seulement des prisonniers ont été libérés par les travailleurs et non par le gouvernement, mais celui-ci étiqueta "non politiques" les prisonniers de la CNT afin

qu'ils ne bénéficient pas de l'amnistie [8].

Autre ânerie : "La FAI (*Federacion Anarquista Iberica*), dont le chef fut Durruti [...]" (p 19, note 1). Cette attribution d'un "chef" à la FAI est tellement ridicule qu'elle se passe de commentaire. Il est vrai que la référence utilisée par l'autrice pour son passage concernant la CNT et la FAI est... une

Annexe :

Le bêtisier

biographie de Franco ! Ça ne s'invente pas. Quelques pages de plus et nous apprenons que "les anarchistes et les socialistes" invoquent "le manque d'appui et la démoralisation qui règne à l'intérieur" pour ne pas participer au plan de "reconquête" mis en place par le PCE en exil en 1944 (p 82). C'est en parti vrai, mais de la part des libertaires en exil, on peut affirmer qu'ils en avaient surtout assez de se faire trouser la peau par les communistes dont l'objectif était de les éliminer physiquement tout en parlant d'unité. Les témoignages sur cette époque peu glorieuse de la guérilla communiste espagnole en France se trouvent dans "1944, Les dossiers noirs d'une certaine résistance - Trajectoires du fascisme rouge". Editions CES, Perpignan, 1984. Voilà un livre qui gagnerait à être réédité par ceux qui prétendent raconter une histoire qui s'inscrirait dans "celle de tous ceux d'en bas, qui croient en un autre Futur et qui, loin des machineries bureaucratiques, tentent de créer les conditions d'un Possible tout de suite" [9].

RETOUR SUR LES AMAP

L'article "Pas de chèque, pas d'AMAP" (AMAP = Association pour le maintien d'une agriculture paysanne), a entraîné d'assez nombreuses réactions. C'est bien volontiers que nous ouvrons nos colonnes à trois courriers de lecteurs :

- "Je suis assez triste et choquée de lire ce que rapporte l'article "Pas de chèque, pas d'AMAP". Je trouve la cause des AMAP très enthousiasmante et je suis vraiment désolée que les personnes à l'initiative de celle-ci à Toulouse n'aient pas compris les valeurs de solidarité qui sont à la source de cette idée. Je fais une réponse plus circonstanciée que vous pouvez lire sur :

<http://forum.decroissance.info/view-topic.php?p=24411#24411>."

Cécile (AMAP des Volontaires, Paris XVème)

- "Votre rédaction a été trop rapide car toutes les AMAP n'exigent pas plusieurs paiements d'avance ! La nôtre (Les Aigues, Bassin d'Arcachon) n'en exige qu'un seul, pour un mois il est vrai. Il est dommage de jeter ainsi le discrédit sur un système d'avenir. Je regrette aussi sa sélection sur le portail rezo.net mais cela n'est pas de votre fait. Cordialement,"

Christian.

- "Ici, à l'AMAP Sergonne de Nantes, nous acceptons que les personnes payent en liquide tous les mois. De plus l'engagement n'a lieu que sur 6 mois, donc maxi 6 chèques... et il n'y a pas d'adhésion de 8 euros. Ne généralisez pas ! A plus"

Françoise.

Merci à ceux qui ont pris la peine de nous faire part d'une expérience différente de celle rapportée dans cet article qui était un témoignage vécu sur le fonctionnement d'une AMAP, en l'occurrence en Charentes-Maritimes (et pas à Toulouse comme des lecteurs ont pu le penser). C'est bien parce que nous sommes attentifs aux formes les plus diverses de solidarité et de résistance qu'il nous paraît important de pointer des dysfonctionnements qui, s'ils se développaient, ruineraient une idée prometteuse.

Jacques.

ISRAEL : SOLIDARITE AVEC LAYLA (ANARCHISTES CONTRE LE MUR) !

Layla est une membre d'"Anarchiste contre le mur" (ACM). Bien que ne se définissant pas comme anarchiste mais plutôt comme un être humain conscient, mue par sa conviction en la fraternité humaine, elle participe à des actions du groupe ACM mais développe également des ateliers d'apprentissage de l'agriculture biologique qui regroupent jeunes israéliens et jeunes palestiniens du village de Budrus. (lire son interview sur notre site internet : "Palestine - Israël : En dehors de la barrière- interview avec trois membres des Anarchistes contre le mur". http://cnt-ait.info/article.php3?id_article=1292)

Elle passait en procès à Tel Aviv le 13 septembre dernier, pour s'être interposée contre des soldats de l'armée israélienne qui tiraient sur des jeunes et des femmes à Budrus. Poursuivie pour 11 charges différentes aussi "sérieuses" que "comportement désordonné" et "agression de soldats", elle a été condamnée à l'issue d'un procès qui a duré ... 5 minutes ! à 3 mois de prison ferme et une amende de 500 euros, le tout dans l'indifférence générale (notamment médiatique, le journal Haaretz n'ayant pas daigné faire un papier sur cette condamnation). C'est ce qu'on appelle de la justice expéditive !

Nous sommes en contact avec elle. Ceux qui souhaitent lui envoyer des lettres de solidarité peuvent nous les confier, nous les ferons suivre à Layla. Par ailleurs, un appel à la solidarité financière est également lancé pour l'aider à payer l'amende (chèques à l'ordre de CNT AIT, mention Solidarité Layla au dos) CNT AIT BP 4 75421 PARIS Cedex 9

A.D.N. & O.G.M. : UNE MEME LOGIQUE D'OPPRESSION

Après avoir été condamné à 500 euros d'amende pour avoir courageusement refusé de se soumettre à un prélèvement ADN (auquel on voulait le contraindre pour avoir arraché 4 malheureuses betteraves transgéniques il y a 5 ans), Benjamin D a publié le 29 septembre 2006 un communiqué dans lequel il commente les propos de C. Pasta, procureur de la République à Alès qui a déclaré dans " Le Monde " [1] avant même l'annonce du verdict : " Refuser de donner son ADN est un "délict continu", (...) "Tant qu'il refusera le prélèvement, j'engagerai à nouveau des poursuites et il sera reconvoqué. On peut le mettre au trou pour récidive." Nous publions bien volontiers les principaux extraits de son texte :

"L'objectif de l'Etat est clair, dans son énoncé : " me mettre au trou " ! Dans ces conditions, pourquoi avoir organisé un procès ? L'Etat réaffirme de toute façon ma culpabilité sans se préoccuper de ce que peut dire un tribunal.

Encore un petit effort Messieurs les législateurs, vous avez déjà donné le pouvoir à n'importe quel "Officier de police judiciaire" d'ordonner le fichage de n'importe qui sur simple présomption. Soyez ambitieux ! Pourquoi ne pas voter une loi pour se passer tout simplement de la procédure (coûteuse pour le contribuable) d'un procès ?

En invoquant la notion de " délict continu ", le Procureur d'Alès et donc l'Etat, ressort du passé la fameuse loi sur l'insoumission au service militaire. Le jeu consistait à l'époque à embastiller les opposants politiques. Une fois la peine purgée, ils étaient libérés... puis reconvoqués sous les drapeaux ... puis de nouveau embastillés... A ce compte, le " Procès " de Kafka avait le mérite de savoir mettre fin à une situation absurde et autoritaire.

Le fichage ADN de tous les individus hors normes n'est malheureusement qu'une étape dans le projet totalitaire de nos gouvernants. Le procureur d'Alès l'annonce, la suite c'est la prison... et après ? Le système est sans faille puisque le refus d'un prélèvement ADN constitue en soi un délict passible d'un prélèvement ADN dont le refus entraîne de nouveau ... A chaque fois, une nouvelle condamnation s'ajoute et chaque fois dans le cadre d'une récidive, donc une peine plus lourde jusqu'à ce que la personne soit hors d'Etat de nuire, c'est-à-dire en prison."

"Celui qui n'a pas connu la prison ne sait pas ce que c'est que l'Etat" Tolstoï

Quelle société voulons-nous construire ? :

18 prisons en construction, des prisons pour enfants, l'âge pénal à 10 ans... Jusqu'où sommes-nous prêts à subir le contrôle, la répression et l'enfermement ?

Samedi 14 octobre 06

Journée de solidarité

avec les prisonnières et les prisonniers,
en présence d'ex-détenu(e)s
à l'Espace-Co de Lauzerte (82), 19 heures

Avec la participation de la CNT-AIT et du CASP (Comité d'aide et de soutien aux prisonniers)

19 h 00 : Apéro-débat (amenez vos plats et vos boissons)

20 h 30 : Débats, témoignages d'ex-détenu(e)s sur les conditions de vie en prison ; propositions d'actions de solidarité.

Réunion publique de la CNT-AIT :

LES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LES CHÂÎNES DE SUPERMARCHÉS - L'EXEMPLE DE MERCADONA

Jedi 19 Oct., 20h30, salle du 95 Gde rue St Michel, Toulouse

L'EXPÉRIENCE LIBERTAIRE ESPAGNOLE

Samedi 11 Novembre, Espace-Co de Lauzerte (82),

à partir de 18 h 30 : projection, apéro-repas (amenez vos plats et boissons), débat.

C.N.T. - A.I.T.

TOULOUSE : Permanence publiques le samedi de 17-19h, 7 rue St Rémésy (près de la place des Carmes). Tables de presse : le dimanche en fin de matin aux Puces de St Sernin. Au RU du Mirail. Dans les quartiers. Pour actualiser vos informations :

<http://cnt-ait-toulouse.fr>.

MONTAUBAN : Table de presse le samedi à partir de 10h30 sur le marché de Prax-Paris..

AUTRES INFOS UTILES : Le **COMITE D'ACTION & DE SOUTIEN AUX PRISONNIERS** et les **JEUNES LIBERTAIRES** sont joignables également 7 rue St Rémésy à Toulouse le samedi après-midi_

PERSPECTIVE LIBERTAIRE : site de brochures anarchosyndicalistes et anarchistes révolutionnaires. <http://perspectivlibertaire.free.fr>_ **AUCH** : Table de presse libertaire premier samedi du mois, 8-12 h, marché de la cathédrale.

Du nouveau dans le Nord :

Création d'une initiative CNT-AIT

Partant du constat qu'il n'y avait pas de groupe se réclamant de l'anarchosyndicalisme et de l'AIT dans le Nord, et, que les idées anarchosyndicaliste rencontraient de plus en plus d'intérêt, nous avons décidé de lancer une "Initiative CNT-AIT" dans la région de Lille. Visitez le site de l'initiative : <http://cnt-ait-lille.over-blog.com/>

Contact : cnt.ait.lille@no-log.org

Les Nordistes intéressés sont invités à prendre contact en écrivant soit à l'adresse électronique soit au Syndicat de Paris (CNT AIT BP 4 75421 PARIS cedex 9) qui transmettra.

C'est envisagé :

Le Combat syndicaliste change de titre

Deux feuilles photocopiées à peu d'exemplaires et reliées dans un coin par une agrafe, c'était notre N°1. "La lettre du CDES" qui venait ainsi de voir le jour ne visait qu'un objectif très modeste : constituer un lien entre ceux qui passaient occasionnellement au "Cercle de documentation et d'étude sociales" de la CNT-AIT de Toulouse. Au fil des numéros, les collaborations augmentant, la pagination a suivi et le cercle des lecteurs s'est lentement agrandi, "La lettre", qui manifestement correspondait à un besoin d'expression et de réflexion, a alors pris un rythme régulier. Et puis, une scission est survenue dans la CNT, "La lettre" a alors ajouté à son titre "Le Combat syndicaliste" pour assumer -avec d'autres périodiques régionaux- le nom historique du journal de la CNT. Parallèlement, les militants de notre région entamaient une réflexion sur ces vicissitudes périodiques de la vie des organisations (les scissions) si coûteuses en énergie et finalement plutôt ridicules. Cela nous a amené à proposer, en particulier dans les colonnes de ce journal d'autres modèles organisationnels que ceux qui ont fait périodiquement faillite ; réflexions dont nos lecteurs ont pu prendre connaissance dans les différents articles développant l'idée d'une organisation en réseau (pour sortir du modèle pyramidal). Il reste encore du chemin à parcourir sur ce plan là.

Pour en revenir à notre journal, "Le Combat syndicaliste - la lettre du CDES", a continué sa tranquille progression. Surtout, il s'est affirmé comme capable de renouveler la perspective anarchosyndicaliste en suscitant de nombreuses discussions -y compris dans des milieux qui nous sont extérieurs-, en apportant des points de vue originaux associés à des réflexions de fond qui rompent avec les "idées toutes faites" (et souvent mal faites) du prêt-à-penser militant et en mettant en lumière des informations significatives. Une diffusion "papier" progressivement accrue, la correspondance reçue, la forte augmentation des passages sur le site CNT-AIT qui publie, entre autres, la totalité de nos textes, la reprise de nombre de nos articles par des sites internet divers et par d'autres journaux militants français, les traductions dans la presse militante d'autres pays... tout ceci témoigne d'un dynamisme qui, avec ses limites, est prometteur.

Pour accentuer ce mouvement, les militants de l'union régionale CNT-AIT Midi-Pyrénées ont pensé que "Le Combat syndicaliste - La Lettre du CDES" devait maintenant franchir une nouvelle étape en prenant un titre simple qui corresponde plus clairement à son orientation et qui facilite son identification par tous. Le choix n'est pas encore arrêté. Nos lecteurs, s'ils le souhaitent, peuvent bien sûr nous faire part de leur opinion sur le sujet.

La rédaction.

MERCADONA : 7ème MOIS DE LUTTE



Depuis plus de 6 mois, des travailleurs des centres d'approvisionnement de la chaîne catalane de supermarchés "Mercadona" sont en lutte contre ce qu'ils vivent au quotidien : l'exploitation extrême, le racisme et la xénophobie (une forte proportion d'entre eux vient d'Afrique ou d'Amérique du sud).

Pour casser cette volonté de résistance, la direction, toute puissante (et qui bénéficie du soutien sans faille des pouvoirs publics catalans alors que ses procédés sont connus de tous) a commencé par licencier trois compagnons de la section syndicale CNT-AIT, (voir notre précédent numéro). Une grève illimitée, dont l'intensité a été variable suivant les jours, a alors été déclenchée (3 mars 2006). Après plus de 180 jours de grève poursuivis de cette façon, les salariés ont décidé de reprendre le travail mais de faire grève tous les jeudis. Cette nouvelle façon de faire a permis de regrouper les forces, et les premiers jeudis de grève ont été des succès, avec une participation des salariés meilleure que celle obtenue jusque là.

Pour l'instant, la direction poursuit son forcing pour casser le mouvement en attaquant sur tous les fronts. D'une part, elle essaye de faire partir les mécontents en orchestrant une politique de départs négociés (en gros, elle propose aux salariés de partir moyennant une prime correspondant à un licenciement injustifié) pour

pouvoir recruter des "nouveaux" qui n'oseront peut-être pas se rebeller. D'autre part elle a négocié avec les jaunes de l'UGT (socialiste) et des Commissions ouvrières (communistes) pour que ces "syndicats" reprennent publiquement le discours patronal (selon lequel tout va bien à Mercadona). Enfin et surtout, elle maintient un niveau élevé de répression : les sanctions pleuvent sur les travailleurs en lutte et Mercadona se paye le luxe de poursuivre devant les tribunaux des militants de la CNT-AIT pour ... harcèlement. Ce 27 septembre, un militant de la CNT-AIT

membre du Comité de grève de Mercadona a violemment été agressé dans la rue par cinq individus qui, l'ont roué de coups et l'ont laissé dans le coma au milieu d'une flaque de sang. Selon le témoignage de la victime, qui présente un traumatisme crânien et de nombreuses plaies, les cinq agresseurs ont prétendu agir en relation avec l'affaire Mercadona.

A ce jour, les travailleurs en lutte sont toujours aussi déterminés. La grève devrait se poursuivre de jeudi en jeudi et des actions sont prévues à Barcelone et dans les principales villes de la région.



En solidarité avec les travailleurs de Mercadona, le 15 juillet 2006, à l'initiative de la CNT-AIT de Perpignan, des militants de la CNT-AIT de Toulouse, d'Albi, de Nîmes et de Montpellier ont participé à une manifestation à Barcelone. Environ 400 personnes formaient le cortège qui, outre les slogans demandant le boycott de Mercadona, exigeant les réintégrations des compagnons licenciés ou dénonçant le terrorisme patronal, scandaient des slogans appelant à la destruction de l'État et à la construction d'une société anarchiste. De son côté, le 16 septembre, la CNT-AIT de Paris a distribué des tracts de solidarité dans les cars en partance pour Madrid, Saragosse et Barcelone. Les actions de solidarité doivent se poursuivre.